

Commissions

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **LUNDI 17 JANVIER 2011**

Audition notamment sur la politique menée par les chemins de fer danois en matière de sécurité de Morten Sondergaard (directeur du programme de signalisation auprès de Banedanmark, société des chemins de fer danoise)

- Exposé introductif.
- M. Steven Vandeput, Mmes Linda Musin et Ine Somers et M. David Geerts ont posé des questions.

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Audition de M. Jannie Haek (administrateur délégué de la SNCB-Holding) sur l'élaboration d'un plan stratégique en matière de sécurité.

- Exposé introductif.
- Mme Ine Somers, MM. Ronny Balcaen et Christophe Bastin et Mme Linda Musin ont posé des questions.

Audition de M. Luc Lallemand (administrateur délégué d'Infrabel) sur l'élaboration d'un plan stratégique en matière de sécurité.

- Exposé introductif.
- Mme Ine Somers, MM. Ronny Balcaen et Christophe Bastin, Mmes Valérie De Bue et Linda Musin, MM. Tanguy Veys, Jef Van den Bergh, Steven Vandeput et David Geerts ont posé des questions.

Audition de M. Marc Descheemaeker (administrateur délégué de la SNCB) sur l'élaboration d'un plan stratégique en matière de sécurité.

- Exposé introductif.
- M. Christophe Bastin, Mme Valérie De Bue, MM. Steven Vandeput et David Geerts ont posé des questions.

Ordre des travaux.

- La commission a discuté de la suite de ses travaux.

Prochaine réunion : vendredi 28 janvier 2011.

Commission spéciale “Abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 17 JANVIER 2011**

Audition de:

- M. Paul Van Thielen, directeur général de la police judiciaire fédérale;
 - M. Peter De Waele, inspecteur principal de la cellule pédophilie de la police judiciaire fédérale de Bruxelles.
 - M. Eric Jacobs, directeur des opérations de la police judiciaire fédérale de Bruxelles;
 - M. Glenn Audenaert, directeur de la police judiciaire fédérale de Bruxelles;
- Les auditions ont chaque fois été suivies d'un échange de vues.

➤ **MERCREDI 19 JANVIER 2011**

Audition de :

- M. Frank Schins, président du Collège des procureurs généraux et procureur général près la Cour d'appel de Gand.
 - M. Cédric Visart de Bocarmé, procureur général près la Cour d'appel de Liège.
 - M. Marc de le Court, procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles.
 - M. Claude Michaux, procureur général près la Cour d'appel de Mons.
 - M. Yves Liégeois, procureur général près la Cour d'appel d'Anvers.
- Les auditions ont chaque fois été suivies d'un échange de vues.

Prochaine réunion : lundi 24 janvier 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “l'augmentation du nombre de demandes adressées au Bureau de tarification automobile” (n° 1904).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale : échange de vues avec le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, et le secrétaire d'Etat à la modernisation du Service Public Fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur l'état d'avancement des travaux.

- Après un exposé introductif, le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, et le secrétaire d'Etat à la modernisation du Service Public Fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances ont répondu aux questions de MM. Alain Mathot, Dirk Van der Maelen et Georges Gilkinet.

Résultats budgétaires pour l'année budgétaire 2010 et perspectives pour l'année budgétaire 2011: échange de vues.

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, le vice-premier ministre et ministre du Budget et le secrétat d'Etat au Budget ont répondu aux questions de MM. Guy Coëme, Hagen Goyvaerts, Steven Vandeput, Joseph Arens et Dirk Van der Maelen et de Mmes Meyrem Almaci et Gwendolyn Rutten.

➤ **MERCREDI 19 JANVIER 2011**

Audition sur le secret bancaire :

- Mme Martine Milliet-Einbinder, OCDE, Senior Advisor, Division de la Coopération internationale et de l'administration fiscale, Centre de politique et d'administration fiscales;
- Mme Michèle Perolat, Commission européenne, DG Taxation and Customs Union, Head of sector "Administrative cooperation", Unit D/2 "Direct tax policy and cooperation";
- M. Michel Vermaerke, administrateur délégué de Febelfin;
- M. Philippe Lambrecht, administrateur - secrétaire général de la Fédération des entreprises de Belgique;
- M. Christophe Quintard, représentant des organisations syndicales.

- Après un exposé introductif, les orateurs ont répondu aux questions de MM. Guy Coëme, Dirk Van der Maelen, Mme Veerle Wouters, M. Georges Gilkinet et Mme Gerkens.

Questions jointes :

- Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau quartier général de la police fédérale" (n° 1744).
- Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le déménagement de la police fédérale vers l'ancienne Cité administrative" (n° 1774).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement des travaux de l'École européenne Bruxelles IV" (n° 1752).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la protection des dépôts placés sur un compte de tiers” (n° 1833).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes persistants sur le parking frontalier de Rekkem” (n° 1850).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’arrêté royal modifiant l’arrêté royal du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée” (n° 1855).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la possible réintégration de la Belgique sur la liste grise” (n° 1858).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le risque pour la Belgique d’être réintégrée sur la liste grise des paradis fiscaux de l’OCDE” (n° 1971).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nouvelle prison de Termonde” (n° 1906).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la gestion par la Régie des Bâtiments du dossier de l’Institut National de Criminalistique et de Criminologie” (n° 1857).

- Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le relogement de l’Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC)” (n° 1913).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu

Questions jointes :

- Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les fausses identités proposées aux clients de certaines banques” (n° 1953).

- Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la régularisation des comptes fantômes de sociétés étrangères” (n° 1955).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “des banques qui proposent des fausses identités à leurs clients” (n° 1970).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'accessibilité des bureaux de contrôle de la TVA entre la Noël et le Nouvel an" (n° 1956).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'investissement du fonds d'investissement sino-belge dans la société Eden Chocolates" (n° 1974).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la nouvelle justice de paix de Westerlo" (n° 1984).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les enrôlements pour l'exercice d'imposition 2010" (n° 1986).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réponse de l'État belge à l'avis de la Commission européenne quant au traitement jugé discriminatoire des primes d'épargne-pension par la Belgique" (n° 1989).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Olivier Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "un testing des banques" (n° 2001).

- Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un testing des banques par la CBFA" (n° 1993).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le taux de TVA sur l'assainissement des citernes à mazout" (n° 1999).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la représentation des autorités publiques dans les conseils d'administration des institutions financières" (n° 2041).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les cautions payées par les entreprises à la Caisse des dépôts et consignations” (n° 2042).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “des droits non comptabilisés à la douane” (n° 2095).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’augmentation illégale des primes de l’assurance hospitalisation par DKV” (n° 2099).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la cession des bâtiments des douanes” (n° 2120).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conséquences de la modification de l’article 346 du CIR sur la capacité de l’État à recouvrer les impôts dus dans le cadre des dossiers du QFIE” (n° 2130).

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la possible forclusion des dossiers QFIE” (n° 2165).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la circulaire numéro Ci.RH.421/605.074” (n° 2132).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un audit de contrôles fiscaux” (n° 2138).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’enregistrement des redevances pour documents administratifs dans le budget des Voies et Moyens et leur paiement” (n° 2154).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 26 janvier 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Groupe de travail spécial sur le harcèlement au travail.

Audition sur le harcèlement au travail :

- Mme Chantal Maillet, attachée-médecin-inspectrice du travail;
- Mme Godelieve Ponnet, conseillère, chef de la division des normes sur le bien-être au travail.
- Mmes Valérie De Bue et Miranda Van Eetvelde ont été désignées en qualité de rapporteurs.
- Les deux fonctionnaires ont exposé la législation relative au bien-être au travail ainsi que l'intervention des services d'inspection en la matière.
- Des questions ont été posées par Mmes Nahima Lanjri, Myriam Vanlerberghe, Christiane Vienne, Zuhail Demir, Meryame Kitir, Maggie De Block, Valérie De Bue et MM. Kristof Calvo et Yvan Mayeur.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Proposition de loi (Philippe Blanchart, Karine Lalieux, Olivier Henry, Anthony Dufrane, Linda Musin, Ann Vanheste) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, en vue de rétablir le système de bonus-malus obligatoire et généralisé, n°s 523/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Kattrin Jadin.
- Exposé de Mmes Ann Vanheste et Lalieux.

Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Kattrin Jadin, André Frédéric, Joseph George, Willem-Frederik Schiltz, Bart Somers) relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile extra-contractuelle en matière d'incendie concernant les risques simples, n°s 493/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- Exposé de Mme Kattrin Jadin.
- La commission a décidé de demander l'avis de la Commission des Assurances.

Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera) complétant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en vue d'améliorer la situation juridique de l'assuré dans le cadre d'une assurance maladie complémentaire, n° 569/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé de M. Jef Van den Bergh.

Proposition de loi (Joseph George, Josy Arens) modifiant la loi sur le contrat d'assurance terrestre du 25 septembre 1992 ainsi que la loi sur le crédit hypothécaire du 4 août 1992, n° 745/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé de M. Joseph George.
- Une discussion a eu lieu.

Question de M. Bruno Tobback au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le maintien en activité de charbonnages déficitaires" (n° 1390).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente du pavillon belge" (n° 1579).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le réinvestissement des bénéfices réalisés par le pavillon belge à l'Exposition Universelle de Shanghai dans le rayonnement international de notre pays" (n° 1771).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les démarcheurs publicitaires" (n° 1625).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la procédure de recours de l'autorité de concurrence belge" (n° 1711).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction de circulation pour les poids-lourds dans le sud de la Belgique" (n° 1735).
- Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction de circulation pour les poids-lourds dans le sud de la Belgique" (n° 1800).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'introduction du chèque-repas électronique" (n° 1748).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la violation de la loi sur les soldes par la chaîne de magasins Zeb" (n° 1749).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'entreposage de matériel pyrotechnique confisqué" (n° 1827).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'utilisation des formulaires de virement européens par les PME et les indépendants" (n° 1905).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nécessité d'une agence de reprise" (n° 1952).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 80/1. (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

Audition de :

- M. Roland Planchar, journaliste Le Vif/l'Express;
- Mme Alice Croonenberghs, membre du Service Terrorisme et Sectes de la Police fédérale;
- M. Cédric Visart de Bocarmé, représentant du Collège des procureurs généraux, et Mme Véronique Laurent, substitut.

- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues.

Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "le jugement très variable d'accès à la nationalité belge entre les différents arrondissements judiciaires" (n° 1829).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "l'adaptation des amendes de roulage en fonction du revenu" (n° 1830).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “l’indexation de l’indemnité de procédure” (n° 1898).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “le relogement de l’Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC)” (n° 1912).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “la société européenne (SE)” (n° 1939).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “la durée de la procédure de recours contre une décision des pouvoirs publics concernant l’allocation pour l’aide aux personnes âgées” (n° 2075).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur “la difficile collaboration entre certains opérateurs de téléphonie mobile et les autorités judiciaires dans le cadre d’enquêtes judiciaires” (n° 2076).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur “la visite ministérielle aux responsables de la zone de police de la Basse-Meuse faisant suite au conflit social de décembre-janvier au sein de l’établissement pénitentiaire de Lantin” (n° 2079).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “les deux représentants permanents extra pour les syndicats” (n° 2088).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “l’assistance obligatoire d’un avocat lors de la première audition” (n° 2093).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de l’Intérieur sur “l’afflux de nouveaux citoyens de l’UE vers certaines villes” (n° 2102).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’incident entre un juge d’instruction et le personnel de la prison de Saint-Gillis” (n° 2108).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “l’incident dans la prison de Saint-Gilles” (n° 2129).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 19 JANVIER 2011**

Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 756/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

Amendements de Mmes Lahaye-Battheu et Van Cauter et de M. Brotcorne.

- Des amendements ont été déposés par M. Stefaan Van Hecke et par Mme Becq et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- L'amendement n° 9 a été retiré.
- Les articles et les amendements n° 1 à 8 et l'amendement n° 10 ont été adoptés.
- La commission a dérogé à l'article 82, 1, du Règlement et a procédé au vote sur l'ensemble.
- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, a été adoptée par 14 voix et une abstention.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 6.

- Amendements de M. Frédéric et consorts, Mmes Marghem et Galant, Mme Lanjri et consorts, MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts et Mme Genot.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 à 3.

Amendements de Mmes Galant et Marghem.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été poursuivie.
- Des amendements ont été déposés par M. Schoofs et par MM. Jadot et Van Hecke.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Droit Commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
 - Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.
 - Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
 - Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
- (Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

Audition de :

- Mme Dominique Estenne, Conseil des Femmes francophones de Belgique;
 - Mme Lutgart Van Den Berghe, Guberna - Institut des administrateurs;
 - Mme Frédéric Fastré, Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes;
 - Mme Clarisse Ramakers, Union des Classes moyennes (UCM).
- Les orateurs ont développé leurs points de vues et ont répondu ensuite aux questions de M. Bruno Tuybens, Mmes Valérie Déom, Muriel Gerkens, Leen Dierick, MM. Karel Uyttersprot, David Clarinval, Joseph George et Mathias De Clercq.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : Mme Jacqueline Galant

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Discussion sur la nouvelle proposition des critères généraux pour l'appréciation des demandes de naturalisation.

La commission a adopté les nouveaux critères généraux pour l'appréciation des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Président : M. Steven Vandeput

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Discussion des propositions des groupes politiques relatives aux thèmes à examiner par le Comité d'avis.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Jean-Marie Dedecker, Ronny Balcaen, Joseph George et Steven Vandeput.

Prochaine réunion : mardi 15 février 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 18 JANVIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 10.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.
- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.
- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.
- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.
- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.
- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.
- Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Bart Somers, Rachid Madrane, Theo Francken, Denis Ducarme, Mmes Catherine Fonck, Nahima Lanjri et Zoé Genot.
- A l'unanimité, la commission a décidé de demander au président de la Chambre d'inviter la section de législation du Conseil d'Etat à donner un avis d'urgence sur l'article 3, 1° et 2° de la proposition de loi n°443 ainsi que sur les amendements n°s 2, 54, 61, 72 et 120.
- A l'unanimité, la commission a décidé de demander l'avis des Unions des villes et communes.

➤ **MERCREDI 19 JANVIER 2011**

Question de Mme Alexandra Colen à la ministre de l'Intérieur sur "la situation de la communauté copte en Belgique" (n° 1914).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "le passage de la frontière belgo-allemande sur l'autoroute E40 à Lichtenbusch" (n° 1945).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le test des sirènes à proximité des sites nucléaires et Seveso 'seuil haut'" (n° 1969).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "des incidents impliquant des images de surveillance" (n° 2010).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la prime Copernic pour le personnel opérationnel des services de police" (n° 2011).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "des problèmes liés à la langue dans les centraux 100" (n° 2035).

- Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'appel d'urgence au 101" (n° 2145).

- Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "des problèmes liés à la langue dans les centraux 100" (n° 2172).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives au déroulement des missions de recherche" (n° 2058).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'utilisation abusive des données policières par certains policiers" (n° 2059).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'accueil du citoyen par les services de police" (n° 2060).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P en matière de saisies" (n° 2061).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives aux atteintes à l'intégrité physique" (n° 2062).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans à la ministre de l'Intérieur sur "la grève du zèle à la centrale 100 de Louvain" (n° 2068).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "le plan national de prévention contre l'incendie" (n° 2115).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intérieur sur "l'intention de fermer l'avant-poste de la Protection Civile à Audenarde" (n° 2148).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom à la ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance du statut de travailleur des pompiers volontaires et le paiement de leur garde à domicile comme des heures de travail" (n° 2159).

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de l'Intérieur sur "la décision du tribunal de Dinant en matière de temps de travail des pompiers volontaires" (n° 2166).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ MERCREDI 19 JANVIER 2011

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, sur "une deuxième centrale nucléaire à Borssele" (n° 206).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le projet 'Fishing for Litter' et les plans de gestion des déchets" (n° 1664).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les gaz toxiques dans les conteneurs" (n° 2014).

- Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le gazage de conteneurs" (n° 2140).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Proposition de loi (Philippe Blanchart, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur, Franco Seminara) modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, n° 427/1.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

- La discussion a été entamée.

Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Kristof Calvo, Muriel Gerkens, Olivier Deleuze) sur la publicité et l'information y afférente aux pesticides et biocides et la vente de ces produits aux utilisateurs amateurs, n° 451/1.

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.

- La discussion a été entamée.

- La commission a décidé à l'unanimité de rendre l'avis du Conseil d'Etat et Fedis.

Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre d'infractions à l'interdiction de fumer en 2010" (n° 1892).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Anthony Dufrane à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le dossier médical global" (n° 2006).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente en Belgique de quatre produits pharmaceutiques ayant des effets secondaires graves" (n° 2017).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'efficacité des implants contraceptifs" (n° 2031).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement du médicament Cellcept" (n° 2036).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude de prévalence de la sous-alimentation dans le secteur des maisons de repos" (n° 2037).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vaccination préventive contre la grippe" (n° 2045).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enregistrement de la vaccination contre la poliomyélite" (n° 2046).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les services agréés de soins à domicile" (n° 2050).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les dangers des boissons light et de l'aspartame pour les femmes enceintes" (n° 2067).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'arrêté royal du 22 juin 2010" (n° 2091).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la pénurie de pédiatres" (n° 2094).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les médiateurs interculturels" (n° 2131).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les aides-soignants dans le secteur des soins infirmiers à domicile" (n° 2139).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la demande des liguees contre le cancer de rendre obligatoires les emballages neutres pour les produits du tabac" (n° 2141).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Marie-Christine Marghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la pénurie de médecins généralistes" (n° 2143).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Proposition de loi (Sarah Smeyers, Manu Beuselinck, Peter Dedecker, Reinilde Van Moer, Flor Van Noppen, Bert Wollants) modifiant, en ce qui concerne la suppression de certaines exceptions, la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n° 495/1.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.
- Exposé introductif de l'auteur principal.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Maggie De Block

➤ **MERCREDI 19 JANVIER 2011**

La situation de Belgocontrol (III)

- Audition de M. Etienne Schouppe, secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre. (Rapporteur : M. Bert Wollants).

- Sont intervenus : Mme Karin Temmerman et MM. Tanguy Veys, Bert Wollants, Christophe Bastin, André Frédéric, Ronny Balcaen et Mme Maggie De Block.

Prochaine réunion : mardi 25 janvier 2011.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)

➤ **JEUDI 20 JANVIER 2011**

Projet de loi portant approbation de la décision 14577 - (10/35) du Conseil d'administration du Fonds Monétaire International du 12 avril 2010 relative à l'amendement des Nouveaux Accords d'Emprunt, n° 990/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, n° 1005/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation). (Pour mémoire).

- Le délai d'évocation est fixé à 10 jours et le délai d'examen à 30 jours.

Projet de loi créant les centres 112 et l'agence 112, n° 53-1015/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation). (Pour mémoire).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Equilibre linguistique armée

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'EXAMEN DE L'ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L'ARMÉE.

Président : M. Bert Maertens

➤ JEUDI 20 JANVIER 2011

Ordre des travaux (calendrier).

- Le groupe de travail a pris connaissance du calendrier de réunion.
- Des auditions seront organisées.

Prochaine réunion : mercredi 26 janvier 2011.